



Le **GREAT** Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 021

" Réfléchir à changer "

Septembre 2012

La gouvernance de l'école



Editorial



Qu'est-ce qui serait en crise à l'école, la transmission du savoir, le décalage formaton – emploi, le rapport école-société ou l'autorité des dirigeants de l'école? Et que dire du niveau des apprenants? Pourtant il y a de bons élèves et étudiants, seulement les moyens et les médiocres seraient encore plus nombreux du seul fait de la massification de l'enseignement jusque et y compris l'enseignement supérieur.

A tort ou à raison, 9 maliens sur 10 estiment qu'il faut récompenser les enseignants les plus méritants et autant qu'il faut sanctionner ceux impliqués dans la fraude et la corruption. Presque l'unanimité (97%) est faite qu'il faut récompenser systématiquement les élèves et étudiants les plus brillants. De même, plus de 3 maliens sur 5 sont favorables à ce que les dirigeants de l'école soient plutôt élus par leurs pairs.

Pour ce qui est de l'évolution de la politique éducative au Mali, près de 9 maliens sur 10 sont favorables à l'obligation et à la gratuité de l'enseignement fondamental pour tous les enfants du pays. A terme, 7 maliens sur 10 se prononcent en faveur de l'enseignement dans les langues nationales.

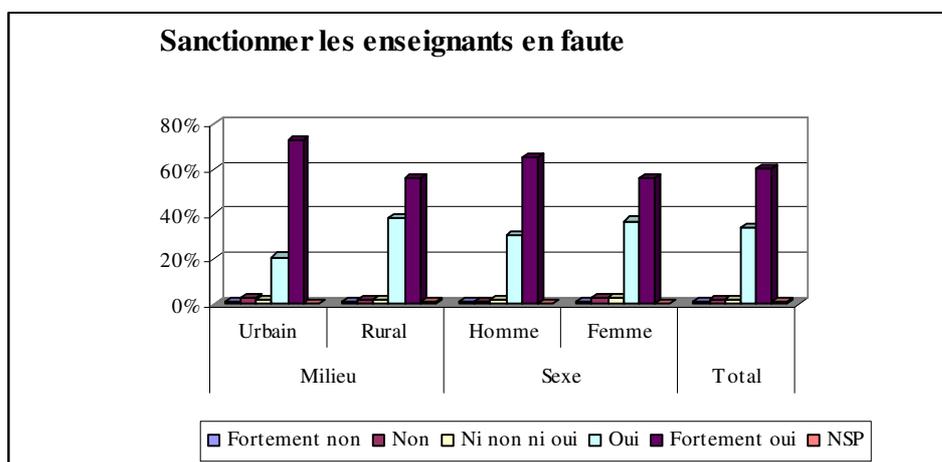
Massa Coulibaly

Introduction

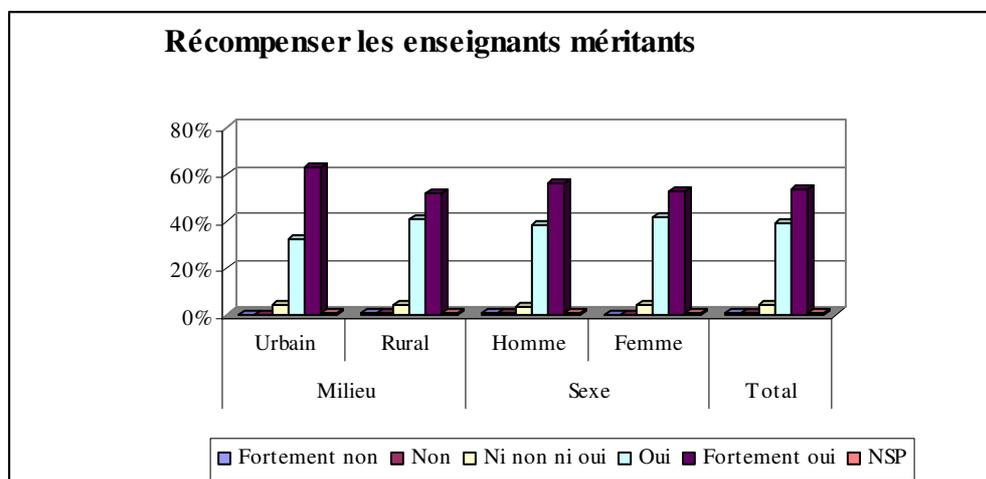
Le rapport qui fait la synthèse des données traitées sur le sujet porte sur les attitudes recommandées en direction de chacun des principaux acteurs directs de l'école, les enseignants, les élèves et étudiants ainsi que l'administration scolaire et universitaire. Il scrute enfin quelques éléments possibles d'une future politique éducative au Mali.

1. Les enseignants

Deux politiques en faveur de l'école étaient suggérées et ce en direction des enseignants, à savoir la sanction ou la punition des enseignants impliqués dans la fraude et la corruption, et la récompense des enseignants méritants. Les répondants à l'enquête Afrobaromètre sont 94% à suggérer que des sanctions soient prises contre les enseignants convaincus de fraude et de corruption à l'école. Autant dire que les maliens ne sont pas enclins à accepter l'impunité des enseignants qui trempent dans des pratiques incompatibles avec la mission d'éducation des enfants du pays.

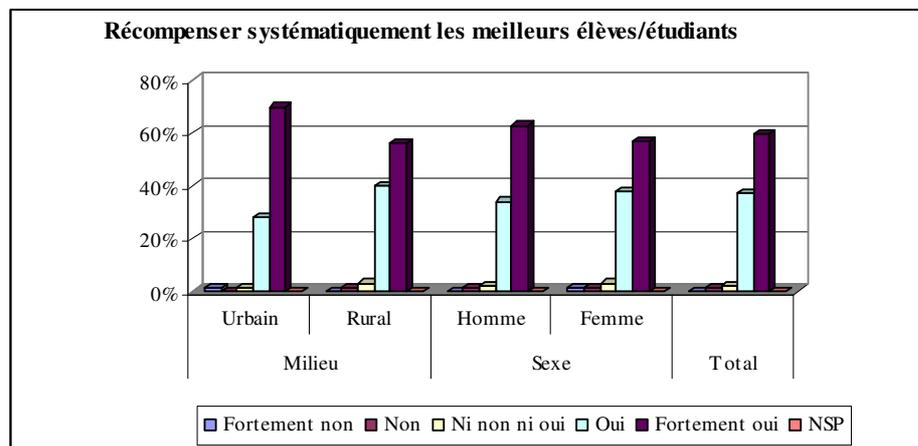


Pour ce qui est de la récompense des enseignants les plus méritants, les maliens y sont favorables à 93% dont 54% fortement et 39% juste favorables. Ici non plus, on n'observe pas de différence significative d'attitude entre hommes et femmes ni entre ruraux et urbains si ce n'est que 63% des urbains sont fortement d'accord contre 52% des ruraux.



2. Les élèves et étudiants

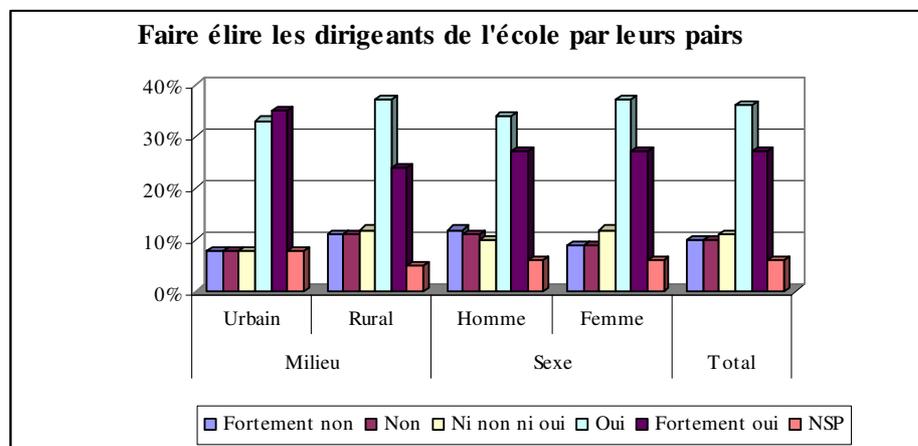
En direction des élèves et étudiants, il a été juste suggéré de récompenser systématiquement les meilleurs d'entre eux. Les maliens y sont favorables à 97% dont 60% fortement et 37% juste favorables. Les urbains sont plus fortement d'accord (70% contre 28% d'accord) que les ruraux (56% contre 40% d'accord). Dans l'ensemble, il n'y a pas de différence significative entre les hommes et les femmes.



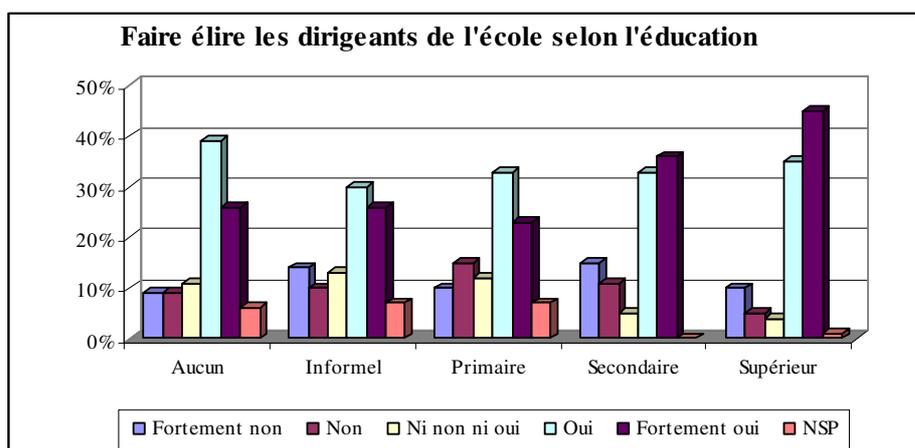
Le niveau d'éducation du répondant est pratiquement sans influence sur son choix de récompenser systématiquement les meilleurs élèves/étudiants pour une école studieuse. Ce désir de récompense des meilleurs élèves ou étudiants est quasiment de même importance dans toutes les classes d'âge.

3. Les dirigeants de l'école

En ce qui concerne l'administration de l'école, il s'agissait de scruter l'opinion des maliens selon qu'ils sont favorables ou non à l'élection des dirigeants de l'école par leurs pairs, comme cela est le cas au niveau des facultés de l'enseignement supérieur où les doyens sont élus par un collège électoral comprenant les représentants des enseignants, des étudiants et du personnel d'appui administratif et technique. Plus de 3 maliens sur 5 (7 sur 10 en milieu urbain) seraient favorables à ce que les dirigeants de l'école soient plutôt élus par leurs pairs.



La volonté de faire élire les dirigeants de l'école augmente avec le niveau d'éducation des répondants et cela se comprend étant donné que ceux qui ont le niveau supérieur d'éducation en ont probablement fait l'expérience à l'Université de Bamako ou ailleurs dans le monde. Il est intéressant de noter que les analphabètes sont plus fortement favorables à l'élection des dirigeants de l'école que les personnes avec le niveau primaire d'éducation, comme quoi la démocratie serait une valeur plus traditionnelle qu'on ne le croirait. Cela semble d'autant plus vrai que les moins jeunes sont plus favorables que les plus jeunes à l'élection des dirigeants de l'école par leurs pairs, 74% des 75 ans et plus contre 63% des 18-24 ans.



4. De la politique éducative

Si près de 9 maliens sur 10 (87%) sont favorables à l'obligation et à la gratuité de l'enseignement fondamental pour tous les enfants du pays, ils sont 7 sur 10 (71%) en faveur de l'enseignement non pas en français (comme c'est le cas actuellement) mais dans les langues nationales. Au-delà des différences de scores sans doute pas énormes – surtout en milieu rural, il faut voir là deux évolutions politiques populaires en faveur de l'éducation au Mali. Une disposition légale en faveur de la première politique amènerait automatiquement le taux net de scolarisation dans le primaire à 100%. La volonté politique affichée d'allouer davantage de ressources budgétaires à l'éducation devrait aller dans cette direction.

